



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session ordinaire 2019-2020

JS/PG,CE,LW

P.V. PETI 20

Commission des Pétitions

Procès-verbal de la réunion du 27 mai 2020

La réunion a eu lieu par visioconférence

Ordre du jour :

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions du 30 avril et des 6 et 13 mai 2020
2. Avis quant à la recevabilité des 17 nouvelles demandes de pétition publique suivantes :

Demande de pétition publique 1597 - Nous exigeons une politique de relance durable (« Just Recovery ») pour assurer un avenir équitable pour tous et protéger l'environnement à travers la réduction en urgence de nos émissions de CO2.
English: We demand a Just Recovery that ensures an equitable future for everyone and protects the environment by urgently bringing down our CO2 emissions. Deutsch: Wir fordern einen gerechten Wiederaufbau, der eine gerechte Zukunft für alle sichert und die Umwelt schützt, indem wir umgehen

Demande de pétition publique 1598 - Proposer l'option que la mise en compte des périodes baby year puisse être au profit des 2 parents et non uniquement d'un seul

Demande de pétition publique 1599 - Protection des bars et restaurants pendant le Covid-19 via des mesures temporaires

Demande de pétition publique 1600 - Prime pour les agents de sécurité et les femmes de ménages qui bossent pendant la crise du coronavirus

Demande de pétition publique 1601 - PRIME COVID-19 POUR LES AGENTS DE SECURITÉ

Demande de pétition publique 1602 - Tragen der Masken
Pétition au nom de "Géint droen vun de Masken" en qualité de "Administrator"

Demande de pétition publique 1603 - Doublement de la faveur fiscale résultant du taux de TVA réduit de 3% lors de construction ou rénovation

Demande de pétition publique 1604 - Pour une réforme des retraites équitable et durable

Demande de pétition publique 1605 - covid19 prime

Demande de pétition publique 1606 - Finir l'état de crise, on doit s'habituer

Demande de pétition publique 1607 - NON au port du masque obligatoire

Demande de pétition publique 1608 - Prime covid 19

Demande de pétition publique 1609 - Télétravail frontalier: Négociation entre le gouvernement luxembourgeois et les gouvernements des pays frontaliers incitant les services fiscaux des pays frontaliers à permettre de télétravailler plus de 50% au Grand-Duché de Luxembourg sans qu'il y ait des impacts fiscaux ou sociaux pour les télétravailleurs

Demande de pétition publique 1610 - Interdiction de l'utilisation d'enceintes portatives dans la rue

Demande de pétition publique 1611 - Instauration de "zones de rencontre" dans toutes les rues avec trottoirs étroits

Demande de pétition publique 1612 - Retour à 3% de TVA pour le secteur HORESCA

Demande de pétition publique 1613 - Demande de réouverture des aires de jeu au Luxembourg pour les enfants

3. Divers

*

Présents : Mme Nancy Arendt épouse Kemp, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. André Bauler, M. Frank Colabianchi, M. Mars Di Bartolomeo, M. Paul Galles, Mme Chantal Gary, M. Gast Gibéryen, M. Marc Goergen, M. Gusty Graas, M. Jean-Marie Halsdorf, M. Marc Hansen, Mme Octavie Modert, Mme Lydia Mutsch, M. Marco Schank

M. Joé Spier, Mme Fabiola Cavallini, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. David Wagner, observateur délégué

*

Présidence : Mme Nancy Arendt épouse Kemp, Présidente de la Commission

*

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions du 30 avril et des 6 et 13 mai 2020

Les projets de procès-verbal sous rubrique sont approuvés.

2. Avis quant à la recevabilité des 17 nouvelles demandes de pétition publique suivantes :

Demande de pétition publique 1597 - Nous exigeons une politique de relance durable (« Just Recovery ») pour assurer un avenir équitable pour tous et protéger l'environnement à travers la réduction en urgence de nos émissions de CO2.

English: We demand a Just Recovery that ensures an equitable future for everyone and protects the environment by urgently bringing down our CO2 emissions. Deutsch: Wir fordern einen gerechten Wiederaufbau, der eine gerechte Zukunft für alle sichert und die Umwelt schützt, indem wir umgehen

Demande de pétition publique 1598 - Proposer l'option que la mise en compte des périodes baby year puisse être au profit des 2 parents et non uniquement d'un seul

Demande de pétition publique 1599 - Protection des bars et restaurants pendant le Covid-19 via des mesures temporaires

Demande de pétition publique 1600 - Prime pour les agents de sécurité et les femmes de ménages qui bossent pendant la crise du coronavirus

Demande de pétition publique 1601 - PRIME COVID-19 POUR LES AGENTS DE SECURITÉ

**Demande de pétition publique 1602 - Tragen der Masken
Pétition au nom de "Géint droen vun de Masken" en qualité de "Administrator"**

Demande de pétition publique 1603 - Doublement de la faveur fiscale résultant du taux de TVA réduit de 3% lors de construction ou rénovation

Demande de pétition publique 1604 - Pour une réforme des retraites équitable et durable

Demande de pétition publique 1605 - covid19 prime

Demande de pétition publique 1606 - Finir l'état de crise, on doit s'habituer

Demande de pétition publique 1607 - NON au port du masque obligatoire

Demande de pétition publique 1608 - Prime covid 19

Demande de pétition publique 1609 - Télétravail frontalier: Négociation entre le gouvernement luxembourgeois et les gouvernements des pays frontaliers incitant les services fiscaux des pays frontaliers à permettre de télétravailler plus de 50% au Grand-Duché de Luxembourg sans qu'il y ait des impacts fiscaux ou sociaux pour les télétravailleurs

Demande de pétition publique 1610 - Interdiction de l'utilisation d'enceintes portatives dans la rue

Demande de pétition publique 1611 - Instauration de "zones de rencontre" dans toutes les rues avec trottoirs étroits

Demande de pétition publique 1612 - Retour à 3% de TVA pour le secteur HORESCA

Demande de pétition publique 1613 - Demande de réouverture des aires de jeu au Luxembourg pour les enfants

AVIS POSITIFS

La Commission des Pétitions a émis lors de sa réunion du 27 mai 2020 un avis positif quant aux demandes de pétition publique suivantes :

*Demande de pétition publique **1597** - Nous exigeons une politique de relance durable (« Just Recovery ») pour assurer un avenir équitable pour tous et protéger l'environnement à travers la réduction en urgence de nos émissions de CO2. English: We demand a Just Recovery that ensures an equitable future for everyone and protects the environment by urgently bringing down our CO2 emissions. Deutsch: Wir fordern einen gerechten Wiederaufbau, der eine gerechte Zukunft für alle sichert und die Umwelt schützt, indem wir umgehen*

Dépôt: le 11.05.2020 à 09:38

Pétitionnaire: María Rosario Lahoz López

Remarque : la pétition 1597 n'a été déclarée recevable que sous la condition de pouvoir y supprimer la forme personnelle. L'auteur de la présente demande de pétition n'ayant pas répondu en temps utile, les avis positifs retenus par la commission et soumis pour décision le 29 mai 2020 à la Conférence des Présidents se limitent aux 11 demandes reprises ci-dessous. En conséquence, la demande de pétition publique 1597 est mise en suspens.

*Demande de pétition publique **1599** - Protection des bars et restaurants pendant le Covid-19 via des mesures temporaires*

Dépôt: le 14.05.2020 à 10:18

Pétitionnaire: Andrea De Cillia

*Demande de pétition publique **1603** - Doublement de la faveur fiscale résultant du taux de TVA réduit de 3% lors de construction ou rénovation*

Dépôt: le 17.05.2020 à 17:42

Pétitionnaire: Jean Pierre Vecchiola

*Demande de pétition publique **1604** - Pour une réforme des retraites équitable et durable*

Dépôt: le 17.05.2020 à 17:55

Pétitionnaire: Patrick Pereira

*Demande de pétition publique **1606** - Finir l'état de crise, on doit s'habituer*

Dépôt: le 17.05.2020 à 21:52

Pétitionnaire: Claire Gutenkauf

*Demande de pétition publique **1607** - NON au port du masque obligatoire*

Dépôt: le 18.05.2020 à 12:24

Pétitionnaire: Elisabeth Hertges

Remarque : la pétition 1607 n'a été déclarée recevable que sous condition de pouvoir y supprimer la forme personnelle. L'auteur de la pétition a donné son accord à cet effet par un courriel daté du 27 mai 2020.

*Demande de pétition publique **1609** - Télétravail frontalier: Négociation entre le gouvernement luxembourgeois et les gouvernements des pays frontaliers incitant les services fiscaux des pays frontaliers à permettre de télétravailler plus de 50% au Grand-*

Duché de Luxembourg sans qu'il y ait des impacts fiscaux ou sociaux pour les télétravailleurs

Dépôt: le 19.05.2020 à 23:24

Pétitionnaire: Robert Schmitz

*Demande de pétition publique **1610** - Interdiction de l'utilisation d'enceintes portatives dans la rue*

Dépôt: le 20.05.2020 à 15:55

Pétitionnaire: Pierre Noiroit

*Demande de pétition publique **1611** - Instauration de "zones de rencontre" dans toutes les rues avec trottoirs étroits*

Dépôt: le 22.05.2020 à 12:35

Pétitionnaire: Johannes Loogman

*Demande de pétition publique **1612** - Retour à 3% de TVA pour le secteur HORESCA*

Dépôt: le 22.05.2020 à 14:17

Pétitionnaire: Frank Bauer

*Demande de pétition publique **1613** - Demande de réouverture des aires de jeu au Luxembourg pour les enfants*

Dépôt: le 23.05.2020 à 09:43

Pétitionnaire: Sara Puttemans

Remarque : la pétition 1613 n'a été déclarée recevable que sous condition de pouvoir y supprimer la forme personnelle. L'auteur de la pétition a donné son accord à cet effet par un courriel daté du 27 mai 2020.

*Demande de pétition publique **1590** - Création du métier d'agent de sécurité*

Pétition au nom de "NGL-SNEP" en qualité de "Secrétaire Général"

Dépôt: le 08.05.2020 à 08:33

Pétitionnaire: Armand Wildanger

AVIS NEGATIFS

La Commission des Pétitions a émis lors de sa réunion du 27 mai 2020 un avis négatif quant aux demandes de pétition publique suivantes :

*Demande de pétition publique **1600** - Prime pour les agents de sécurité et les femmes de ménages qui bossent pendant la crise du coronavirus*

Dépôt: le 14.05.2020 à 20:12

Pétitionnaire: Abdeslam El Khoumsi

Motivation :

La demande de pétition publique 1600 est jugée similaire à la demande de pétition publique 1589 – *Prime de reconnaissance pour les salariés des sociétés de service de sécurité et de gardiennage, dans le contexte actuel de la crise du Covid-19*, déposée le 8 mai 2020. La Commission des Pétitions constate dès lors qu'elle est irrecevable en vertu de l'article 164 (3) du règlement de la Chambre des Députés qui stipule qu'« une pétition publique introduite sur le site internet de la Chambre des Députés ne peut être présentée à nouveau au cours de l'année qui suit son introduction conformément au paragraphe 2. »

Demande de pétition publique 1601 - PRIME COVID-19 POUR LES AGENTS DE SECURITÉ

Dépôt: le 16.05.2020 à 10:28

Pétitionnaire: Osmanovic Meris

Motivation :

La demande de pétition publique 1601 est jugée similaire à la demande de pétition publique 1589 – *Prime de reconnaissance pour les salariés des sociétés de service de sécurité et de gardiennage, dans le contexte actuel de la crise du Covid-19*, déposée le 8 mai 2020. La Commission des Pétitions constate dès lors qu'elle est irrecevable en vertu de l'article 164 (3) du règlement de la Chambre des Députés qui stipule qu'« une pétition publique introduite sur le site internet de la Chambre des Députés ne peut être présentée à nouveau au cours de l'année qui suit son introduction conformément au paragraphe 2. »

Demande de pétition publique 1605 - covid19 prime

Dépôt: le 17.05.2020 à 20:03

Pétitionnaire: Edis Gutic

Motivation :

La demande de pétition publique 1605 est jugée similaire à la demande de pétition publique 1589 – *Prime de reconnaissance pour les salariés des sociétés de service de sécurité et de gardiennage, dans le contexte actuel de la crise du Covid-19*, déposée le 8 mai 2020. La Commission des Pétitions constate dès lors qu'elle est irrecevable en vertu de l'article 164 (3) du règlement de la Chambre des Députés qui stipule qu'« une pétition publique introduite sur le site internet de la Chambre des Députés ne peut être présentée à nouveau au cours de l'année qui suit son introduction conformément au paragraphe 2. »

Demande de pétition publique 1608 - Prime covid 19

Dépôt: le 18.05.2020 à 23:09

Pétitionnaire: Cândida Lucia Lopes Bartolomeu

Motivation :

La demande de pétition publique 1608 est jugée similaire à la demande de pétition publique 1589 – *Prime de reconnaissance pour les salariés des sociétés de service de sécurité et de gardiennage, dans le contexte actuel de la crise du Covid-19*, déposée le 8 mai 2020. La Commission des Pétitions constate dès lors qu'elle est irrecevable en vertu de l'article 164 (3) du règlement de la Chambre des Députés qui stipule qu'« une pétition publique introduite sur le site internet de la Chambre des Députés ne peut être présentée à nouveau au cours de l'année qui suit son introduction conformément au paragraphe 2. »

PETITION A REFORMULER

Demande de pétition publique 1602 - Tragen der Masken

Pétition au nom de "Géint droen vun de Masken" en qualité de "Administrator"

Dépôt: le 16.05.2020 à 11:07

Pétitionnaire: Sylvain Lickes

Motivation :

L'intitulé de la pétition n'est pas suffisamment précis s'il faut considérer que l'auteur veut en appeler aux gens de ne pas porter un masque au lieu de porter un masque. De plus, il convient de faire ressortir davantage la revendication qui est celle du pétitionnaire. Elle n'apparaît pas assez clairement dans le texte de sa pétition. La commission rend l'auteur encore attentif au fait qu'une pétition n'est pas un appel au peuple ou une publicité. Il faudra en tenir compte lors de la reformulation du texte de la pétition. Finalement, l'auteur de la pétition est prié de supprimer le pronom personnel "ich", car une pétition doit être le reflet d'un intérêt général et non d'un intérêt personnel ou particulier.

PETITION MIS EN SUSPENS

*Demande de pétition publique **1598** - Proposer l'option que la mise en compte des périodes baby year puisse être au profit des 2 parents et non uniquement d'un seul*

Dépôt: le 13.05.2020 à 18:39

Pétitionnaire: Fabrizio Checchi

Motivation :

Afin de permettre à la commission de se prononcer sur la recevabilité de la demande de pétition publique 1598, le secrétariat de la commission devra s'informer davantage auprès du ministère de la Sécurité sociale sur les modalités qui s'appliquent pour les « baby-years » et le pétitionnaire est à contacter pour s'enquérir s'il envisage un partage entre les parents - un « splitting » - des périodes visées.

Échange de vues

Concernant la **demande de pétition publique 1597** - *Nous exigeons une politique de relance durable (« Just Recovery ») pour assurer un avenir équitable pour tous et protéger l'environnement à travers la réduction en urgence de nos émissions de CO2. English: We demand a Just Recovery that ensures an equitable future for everyone and protects the environment by urgently bringing down our CO2 emissions. Deutsch: Wir fordern einen gerechten Wiederaufbau, der eine gerechte Zukunft für alle sichert und die Umwelt schützt, indem wir umgehen,* Madame la Présidente fait remarquer que l'intitulé est rédigé en trois langues, dont l'une est la langue anglaise, et le but n'est rédigé qu'en deux langues. L'oratrice constate également que la présente demande de pétition contient à plusieurs endroits une forme personnelle. L'oratrice demande s'il ne faudrait pas reformuler la demande de pétition publique 1597.

Monsieur le Député André Bauler constate que la pétition est formulée de manière générale. Il signale à titre d'exemple les formulations « gerechter Wiederaufbau » et « gerechte Zukunft » qui lui paraissent peu précises. Toutefois, Monsieur le Député estime que cela ne constitue pas une raison suffisante pour refuser la demande de pétition.

Monsieur le Député Marc Hansen pense que les formulations générales retenues par l'auteur de la pétition ne sont pas une raison pour refuser la pétition. L'orateur estime que ces formulations sont suffisamment claires et qu'au-delà des notions employées, un débat peut, le cas échéant, permettre de les développer davantage. Monsieur le Député ne considère par ailleurs pas non plus que l'emploi de plusieurs langues constitue un problème.

Monsieur le Député Marco Schank informe que l'emploi de plusieurs langues a, par le passé, été admis par la commission, pour autant qu'une des langues est une langue officielle du Grand-Duché. L'emploi de l'anglais à côté des autres langues ne pose pas de problème non plus, estime l'orateur.

Monsieur le Député Paul Galles estime que le texte de la pétition n'est pas flou mais recèle un nombre important d'idées. L'orateur pense que la pétitionnaire est en droit de présenter ces idées et que dès lors, il convient d'accepter la demande de pétition.

Monsieur le Député Jean-Marie Halsdorf considère que le message exprimé dans l'intitulé est clair et que ce qui suit en constitue une illustration. L'auteure recherche d'assurer une certaine durabilité dans les politiques qui doivent façonner l'après-crise, estime l'orateur.

Le texte de la présente pétition rappelle à Monsieur le Député Gusty Graas le contenu de certains programmes électoraux, mais l'orateur n'y voit pas de raison pour refuser la pétition sous examen. Par contre, l'orateur relève que le terme « nous » est employé à plusieurs reprises et qu'il convient de le supprimer.

Madame la Présidente estime aussi que la forme personnelle « nous » est à supprimer.

Monsieur le Député André Bauler s'y rallie.

Madame la Députée Lydia Mutsch est d'accord que le terme « nous » soit supprimé. Elle donne toutefois à considérer que l'emploi qu'en fait la pétitionnaire peut s'interpréter comme un « nous » relatif à une grande famille. L'oratrice signale dans cet ordre d'idées que la pétitionnaire se réfère à Greenpeace.

Monsieur le Député Marc Hansen demande s'il convient de distinguer l'emploi du terme « nous » dans les différents éléments de la pétition.

Madame la Présidente estime qu'il convient de l'éliminer partout.

La commission décide d'adopter la présente pétition sous condition que le terme « nous » soit supprimé au travers l'ensemble du texte.

Quant à la **demande de pétition publique 1598** - *Proposer l'option que la mise en compte des périodes baby year puisse être au profit des 2 parents et non uniquement d'un seul*, Madame la Présidente constate d'emblée que le pétitionnaire doit supprimer une forme personnelle, notamment la formulation « j'estime ».

Par la suite, une discussion s'engage sur le point de savoir si le pétitionnaire a raison d'estimer que les baby years ne peuvent actuellement pas être répartis entre les deux partenaires ou conjoints. Un autre élément de la discussion porte sur la question de savoir si le parent qui demande le bénéfice des baby years a dû cesser son activité professionnelle pour se consacrer à l'éducation de ou des enfants. Une question supplémentaire est celle de savoir ce qu'il en est si l'un ou l'autre des parents travaille à mi-temps. Finalement, les membres de la commission s'interrogent sur l'objectif poursuivi par le pétitionnaire, à savoir : soit un partage des années prises en compte entre les parents, soit un dédoublement des périodes actuelles.

Au cours de l'échange de vues, il apparaît clairement que les baby years sont des périodes effectives ayant donné lieu à des cotisations. En cela elles se distinguent des périodes de remplacement pour parfaire la durée du stage.

Il apparaît également que le formulaire disponible à la Caisse nationale d'assurance pension (CNAP), respectivement sur la page y afférente du guichet.lu, n'offre pas la possibilité d'opter pour un partage de la prise en compte des années baby years entre les parents.

La compréhension générale à l'issue de l'échange de vues est celle que la démarche du pétitionnaire est recevable, notamment parce que le formulaire de demande n'offre pas d'option aux parents. Vu les explications fournies par le pétitionnaire à l'endroit du but de la pétition, il semble aussi que l'auteur demande en fait un partage entre les parents et non un dédoublement des périodes prises en compte.

En raison toutefois de ces impondérables, la commission décide de mettre la présente demande de pétition en suspens jusqu'à la prochaine réunion de la commission, afin de s'enquérir auprès du ministère de la Sécurité sociale des modalités qui régissent les baby years et de s'enquérir auprès du pétitionnaire sur l'objet exact de sa demande.

La **demande de pétition publique 1603 - Doublement de la faveur fiscale résultant du taux de TVA réduit de 3% lors de construction ou rénovation**, a donné lieu à un moment d'hésitation. Le secrétariat de la commission avait en effet estimé de manière erronée que le montant actuel maximal pour le crédit d'impôt visé par le pétitionnaire est de 20.000 euros. Plusieurs Députés ayant vérifié séance tenante le montant actuel ont été en mesure d'apporter la correction nécessaire, à savoir que le montant visé par le pétitionnaire est effectivement juste et s'élève en effet à 50.000 euros. De ce fait, au lieu de renvoyer la pétition pour être reformulée, la Commission des Pétitions était en mesure de l'accepter.

En ce qui concerne la **demande de pétition publique 1607 - NON au port du masque obligatoire**, Madame la Présidente constate que le texte contient une forme personnelle qu'il convient de supprimer. L'oratrice s'interroge encore si l'affirmation faite par le pétitionnaire, selon laquelle celle-ci craint que le port du masque ne fasse plus de mal que de bien à la population, est une affirmation correcte ou erronée, auquel cas il conviendrait pour le moins de la reformuler.

Monsieur le Député Marc Hansen pense que la pétitionnaire fait allusion à une réflexion selon laquelle l'expiration de CO₂ augmente si l'on porte longtemps un masque. Même si cette réflexion ne lui semble pas très pertinente, l'orateur estime qu'en fait cette affirmation n'est pas suffisamment fausse pour justifier le refus de la pétition.

Madame la Députée Chantal Gary fait remarquer que la pétitionnaire ne fait en l'occurrence pas une affirmation mais exprime une crainte. En effet, l'auteur de la pétition introduit sa réflexion par les termes « je crains... ».

La commission décide en conséquence d'accepter la présente demande de pétition publique sous condition que la forme personnelle en soit supprimée.

VALIDATION DE SIGNATURES (SEUIL DES 4.500 SIGNATURES NON ATTEINT)

La Commission des Pétitions valide les signatures des pétitions suivantes :

Demande de pétition publique 1452 - Nouvelle Constitution : pour le maintien du référendum précédé d'une large campagne d'information et de consultation de citoyens
signatures : 149
doublons : 5

Demande de pétition publique 1479 - Interdire de fumer à moins de 20 mètres des entrées des bâtiments et des bus / tram / etc. Cela doit s'arrêter partout dans Luxembourg.
signatures : 280
doublons : 8

Demande de pétition publique 1481 - Pour le droit de vote des étrangers résidents en provenance de l'Union Européenne
signatures : 212
doublons : 3

Demande de pétition publique 1483 - Luxembourg sans fourrure des animaux vivants !
Dépôt: le 20.01.2020 à 11:08
signatures : 236
doublons : 7

Demande de pétition publique 1486 - F - Changement du code de la route concernant le transport de bébés et d'enfants en autobus avec des sièges homologués. D - Änderung der Straßenverkehrsordnung bezüglich des Transports von Babys und Kleinkindern in Autobussen mit regelgerechten Kindersitzen.
signatures : 59
doublons : 1

Demande de pétition publique 1488 - Obliger la récupération des emballages plastiques par le producteur afin de les réutiliser
signatures : 133
doublons : 4

Demande de pétition publique 1491 - Extension des conditions d'abattement de revenu imposable pour mobilité durable selon l'article 129d L.I.R. pour l'acquisition d'un véhicule neuf à basse émission de CO2, à l'acquisition de véhicules de même type en occasion, ainsi que de véhicules hybrides non-rechargeables
signatures : 39
doublons : 1

CLOTURES

La Commission des Pétitions décide de clôturer les pétitions suivantes :

Les pétitionnaires ne se sont pas prononcés en faveur d'un reclassement en pétition ordinaire

Pétition publique 1412 - Adaptation à l'évolution du salaire minimum et du salaire qualifié

Pétition publique 1434 - Accorder les allocations familiales aux étudiants au-delà de la majorité

Pétition publique 1439 - Venir en aide à l'Église pour la catéchèse et la rémunération des catéchètes

Pétition publique 1448 - Grundsätzliche Kostenübernahme einer Vollnarkose für umfangreiche Zahnbehandlungen bei unkooperativen Kindern unter 8 Jahren durch die CNS / Prise en charge de base des coûts d'une anesthésie générale pour soins dentaires étendus chez des enfants non coopératifs en dessous de 8 ans par la CNS

Pétition publique 1451 - Pour que les personnes qui élèvent leur(s) enfant(s) seules bénéficient de plus de jours "enfant malade" couverts par la CNS

Pétition publique 1454 - Installer des radars fixes dans les petits villages luxembourgeois où de longues lignes droites incitent les conducteurs à ne pas respecter la limitation de 50 km/h

Pétition publique 1455 - Séances de coaching sportif remboursées par la caisse nationale de santé

Pétition publique 1457 - Déi journalistesch, finanziell a strukturell Onofhängegkeet vum Radio 100,7 garantéieren ! / Garantir l'indépendance journalistique, financière et structurelle de la Radio 100,7 !

Pétition publique 1460 - Construction du grand ring de Luxembourg-Ville + 25km à 4 voies Rodange - Mersch - Remich - Dudelange en 1h en prévision du Luxembourg 2060 à 1 million d'habitants

Pétition publique 1461 - Beem planzen als Alternativ zur CO2-Steier

Pétition publique 1463 - Réforme de l'article 29 de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise

Pétition publique 1464 - Der Verkauf des alten Postgebäudes im Stadtzentrum soll verhindert werden und es zu einem offenen Raum für Bürger und Bürgerinnen zur Verfügung stellen

Pétition publique 1466 - Droit au double congé de maternité/paternité lors de naissance multiple / Recht op duebelen congé de maternité/paternité bei Mehrlingsgeburt

Pétition publique 1467 - Pour l'interdiction de la vente de poisons de toutes sortes visant à tuer des animaux (rats, nuisibles..) en vente libre en grandes surfaces. Pour réserver le droit exclusif de manipuler ces poisons aux agents spécialisés (dératiseurs p.ex.) Des peines exemplaires pour un tueur de chien/chat

Les auteurs des pétitions suivantes n'ont pas réservé de suite à la requête de la Commission de reformuler leur texte (demandes de reformulations envoyées les 12 février, 11 mars, 1^{er} avril et 14 avril 2020 et restées sans réponse)

Demande de pétition publique 1492 - Monarchie (12.02.2020)

Demande de pétition publique 1495 - Comment les jeunes auront-ils la possibilité de s'acheter une maison ou un appartement aux conditions qu'on a maintenant ? (11.03.2020)

Demande de pétition publique 1500 - Pause de travail incluse dans les 8 heures de travail journalier dans le secteur public et privé (11.03.2020)

Demande de pétition publique 1537 - COVID-19 - Administration immédiate de chloroquine et de hydroxychloroquine comme remède spontané au Virus (01.04.2020)

Demande de pétition publique 1542 - Interdiction de faillite pour entreprise ayant un litige en cours au tribunal (14.04.2020)

Les pétitionnaires des pétitions suivantes n'ont pas réagi à la prise de position gouvernementale (demandes de réaction lancées les 30 janvier, 13 février et 12 mars 2020 et restées sans réponse)

Pétition 1288 - Manger des produits biologiques dans les crèches et les écoles (12.03.2020)

Pétition 1301- Fir eng sécher an direkt Verkéiersubannung vun der N10 un d'N7 zu Maarnich beim Geschäftszenter (30.01.2020)

Pétition 1306 - Zukunft Stadtgrün – Subventionen sowie Förderungsprogramme für private Grünflächen (12.03.2020)

Pétition 1313 - L'obligation pour toute personne qui veut passer le permis de conduire d'avoir une formation premier secouriste (30.01.2020)

Pétition 1318 - Pour la mise en place d'une loi contre le harcèlement moral (mobbing) au Luxembourg / Fir d'Mise en place vun engem Gesetz géint moralesch Belästegung op der Aarbechtsplaz (mobbing) zu Lëtzebuerg (30.01.2020)

Pétition 1320 - Schoulfräi am ganze Land ab 30 Grad (13.02.2020)

Pétition 1357 - [LU:] Ongenügend Réckbelichtung vun Agrarmaschinen op ëffentlecher Strooss [FR:] Éclairage insuffisant de la partie arrière des machines agricoles sur nos routes [DE:] Unausreichende Rückbelichtung von Agrarmaschinen auf öffentlicher Straße (12.03.2020)

Pétition 1383 - Stop aux avions civils de survol des localités de Schrassig - Schuttrange – Munsbach (13.02.2020)

Pétition 1386 - Demande de débat en vue de proposer des mesures et actions spécifiques contre le vol de vélos, en particulier dans les immeubles privés (12.03.2020)

Pétition 1388 - Combattre plus effectivement avec des moyens concrets la violence conjugale (30.01.2020)

Pétition 1423 - Petitioun iwwer dee bëllegen Akt (12.03.2020)

Pétition 1429 - solutions embouteillages (12.03.2020)

Pétition 1462 - Emission 5G lancement d'une pétition nationale (12.03.2020)

PRISES DE POSITION DU GOUVERNEMENT

Les membres de la Commission des Pétitions prennent acte des prises de position gouvernementales suivantes et décident d'y apporter une suite :

Pétition 1436 - Pouvoir déduire fiscalement soit les factures du vétérinaire de nos amis animaux de compagnie que les dons faits aux asiles pour animaux ou aux organismes pour la protection des animaux

Prise de position du 17 avril 2020 de la part du Ministre des Finances

La prise de position sera transférée au pétitionnaire.

Pétition 1471 - Smoking ban

Prise de position du 8 avril 2020 de la part de la Ministre de la Santé

La prise de position sera transférée au pétitionnaire.

Pétition 1494 - Fir en Déierekierfecht hei zu Lëtzebuerg

Prise de position du 29 avril 2020 de la part du Ministre des Cultes

La demande de prise de position ayant été adressée à un ministère non compétent, elle sera adressée à Madame la Ministre de l'Intérieur, compétente pour le sujet soulevé par la pétition.

PRISE DE POSITION (= RÉACTION) D'UN PÉTITIONNAIRE

Pétition 1322 - POUR L'OCTROI IMMEDIAT DE LA CLASSE 2 AUX FAMILLES MONOPARENTALES

Réaction du pétitionnaire en date du 25 mars 2020 à une demande du 30 janvier 2020

La réaction du pétitionnaire sera envoyée pour information et à toutes fins utiles à Monsieur le Ministre des Finances.

PÉTITIONS ORDINAIRES DÉCLARÉES RECEVABLES LES 1^{ER} ET 14 AVRIL 2020 ET À TRANSMETTRE POUR OBTENIR UNE PRISE DE POSITION MINISTÉRIELLE

Pétition 1508 - Pétition interdisant les animaux de compagnie dans les complexes d'appartements mais uniquement dans les maisons individuelles (chalets, maisons individuelles, etc.) (01.04.2020)

Pétition 1538 - Zréckbezuelen Gesondheetskees (01.04.2020)

Pétition 1541 - Pétition ordinaire concernant un ajout quant à l'attribution de la nationalité luxembourgeoise par option à un majeur (14.04.2020)

Pétition 1544 - Proposition de loi (14.04.2020)

3. Divers

Madame la Présidente informe qu'à l'heure actuelle, quatre pétitions soumises à signature ont dépassé le seuil des 4.500 signatures nécessaires pour organiser un débat public. Elle rend les membres de la commission attentifs à la circonstance qu'en raison des précautions prises dans le contexte de la crise sanitaire du Covid-19, la Commission des Pétitions avait décidé que la collecte des signatures sur le formulaire en papier ne devait commencer qu'à partir de la cessation de l'état de crise. Dès ce moment, les pétitionnaires disposent encore de 42 jours pour procéder à la collecte physique des signatures sur le formulaire en papier. Or, le règlement de la Chambre des Députés ne précise pas la manière dont les 4.500 signatures doivent être rassemblées pour ouvrir le droit à la tenue d'un débat public. Vu ces circonstances, Madame la Présidente propose aux membres de la commission qu'elle contacte les pétitionnaires concernés pour leur demander s'ils veulent bénéficier des 42 jours pour rassembler des signatures sur le support en papier, afin de voir de quel soutien bénéficie leur démarche au total. Alternativement, si les pétitionnaires concernés étaient d'accord, il serait envisageable de considérer déjà les signatures électroniques, de les valider, et d'organiser sur cette base des débats publics, éventuellement encore avant l'été. Ainsi, Madame la Présidente souligne que ce sera le pétitionnaire qui décide s'il veut bénéficier des 42 jours de collecte des signatures sur un support en papier ou s'il veut bénéficier directement de la tenue d'un débat public, sans attendre la collecte des signatures sur le formulaire en papier.

Monsieur le Député Marc Hansen est en principe d'accord avec cette approche. Il demande s'il y a des statistiques qui précisent l'envergure des signatures sur papier. L'administration parlementaire n'établit pas de telles statistiques. Le secrétaire de la commission précise que le nombre de signatures rassemblées par la voie du formulaire en papier est tout à fait marginal, sauf peut-être un cas exceptionnel où l'Union Luxembourgeoise des Consommateurs avait organisé une récolte de signatures à large échelle.

Madame la Présidente entend attendre la prochaine réunion avant de contacter les pétitionnaires concernés.

*

La prochaine réunion de la Commission des Pétitions est fixée au mercredi, 10 juin 2020 à 10 :30 heures.

Luxembourg, le 1^{er} juin 2020

Le Secrétaire-administrateur,
Joé Spier

La Présidente de la Commission des Pétitions,
Nancy Arendt épouse Kemp